PAGES DE GAUCHE

www.pagesdegauche.ch

Périodique indépendant d'opinions socialistes

Nº 200

Été 2026



Page 2 **Grande nasse à Genève**

Le scandale a déjà fait couler beaucoup d'encre. La parole est donnée à une députée qui a vécu la « nasse du fiasco » de l'intérieur.

Page 3 **L'extrême droite au pouvoir**

L'extrême droite gouverne contre l'intérêt des travailleuses·eurs. Quelques éléments pour mieux appréhender leur politique antisociale.

Page 4 **Résultats du 14 juin**

Malgré ce qui est dit, l'UDC a subi une défaite claire le 14 juin. Son discours sécuritaire n'est pas affaibli pour autant.

Page 6 **L'agriculture globale en sursis**

Les pays du sud vont souffrir de la pénurie d'engrais à venir. Pourquoi les engrais chimiques sont-ils si importants, et comment s'en passer ?

Le dossier

Expertiser le réel

Banques centrales, cabinets de conseil, intelligence artificielle, transition énergétique : l'expertise sert trop souvent à habiller de neutralité scientifique des choix qui profitent au capital. Ce dossier interroge les usages et les dérives de l'expertise : qui décide et au nom de qui ? Plutôt que de fantasmer une technocratie progressiste ou rejeter toute forme de savoir technique, il reste à définir le rôle de l'expert·e au sein de la décision collective. **Page 8**

À lire sur notre site



Illustrations

Ce numéro est illustré par quelques photographies prises par Thomas Bruchez dans les rues genevoises la semaine suivant la manifestation NoG7 du 14 juin. Toutes réalisées sur la rive gauche, ces images font état du paradoxe entre le calme apparent et le climat anxiogène alimenté par la droite des mois durant.

Impressum

Abonnement annuel : Fr. 69.—
Abonnement de soutien : Fr. 170.—
Abonnement réduit
(AVS, AI, étudiant·e·s, chômeuses·eurs) : Fr. 49.—
IBAN CH75 0900 0000 1779 5703 3

www.pagesdegauche.ch

Rédaction et secrétariat :
Case postale 22, 1001 Lausanne
info@pagesdegauche.ch

Rédaction :
Aline Bressoud (AB), Antoine Chollet (AC), Emma Sofia Lunghi (ESL), Laura Mancion (LM), Bertil Munk (BM), Pierre Oppliger (OP), Alec Parrat (AP), David Raccaud (DR), Mélanie Rufi (MR) et Zoé Seuret (ZS).

Comité :
Cora Antonioli, Valérie Boillat, Umberto Bandiera, Martine Docourt, Mathieu Gasparini, Anne Holenweg, Arnaud Thiéry, Léo Tinguely.

Maquette :
Marc Dubois, Graphisme éditorial, Lausanne

Secrétariat de rédaction, mise en page et *webmaster* :
Bertil Munk, Renens

Relecture :
Léo Tinguely et Yvan Thiéry

Impression :
Imprimerie du Journal de Sainte-Croix

Chronique

NoG7 : faire la lumière sur la nasse

Tout le monde a entendu parler de la « nasse du fiasco » qui a encerclé plusieurs centaines de promeneuses·eurs, manifestant·e·s pacifiques, employé·e·s d'une buvette et organisatrices·eurs légales·aux de la manifestation NoG7 pendant plus de 10h dans la nuit du 14 au 15 juin, en marge de la mobilisation historique qui a rassemblé entre 30′000 et 60′000 personnes dans les rues de Genève. Cette dérive ne fut que le premier événement médiatisé d'un dispositif de maintien de l'ordre décidément bien loin de toute perfection.

Les médias reçurent rapidement un afflux de témoignages des violences au sein de la manifestation et à ses abords : tirs de palet de lacrymogène au plein milieu de la foule – incluant enfants et personnes âgées – créant des mouvements dangereux et générant de graves blessures au visage, heurt sur la cuisse d'une élue genevoise, ou encore journalistes poussés par terre. Le témoignage d'Alexandre, roué de coup au visage par un escadron de policiers en civil dans la nuit de dimanche à lundi de manière arbitraire aux Pâquis – la victime souffre aujourd'hui de nombreux hématomes et de blessures au visage, ainsi que d'un traumatisme crânien – a fini d'achever le mythe de la Conseillère d'État Carole-Anne Kast à propos d'un dispositif qui aurait été « proche de la perfection ».

Amnesty International dénonce une gestion policière qui a « gravement porté atteinte au droit de manifester », des milliers de manifestant·e·s pacifiques ayant été exposé·e·s à des mesures de dispersion et à l'usage de la force. Or, le droit international est clair : la présence d'actes de violence isolés ne suffit pas à qualifier une manifestation de non-pacifique ni à justifier des mesures généralisées. Cette situation interroge la posture bornée de la magistrate socialiste, que les député·e·s de son groupe politique interpellent : Sylvain Thévoz exprimait dans la presse qu'il aspirait à plus de distance critique de la part de la conseillère d'Etat, qui « n'a pas à s'ériger en porte-parole de la police ».

Avec l'avocat Olivier Peter, nous exigeons de Carole-Anne Kast et du Procureur général Jornot, une décision formelle sur la responsabilité de cette nasse, afin de comprendre quelle autorité a agi, sur quelle base légale, dans quel cadre procédural et avec quelles voies de recours. En clair, que le responsable institutionnel se désigne afin de pouvoir soumettre ces mesures – arbitraires, inhumaines et dégradantes – à un contrôle judiciaire.

Mathilde Marendaz
Députée au Grand Conseil (VD)



Extrême droite

L'extrême droite à l'exercice du pouvoir

À l'heure où les partis d'extrême droite sont au plus fort, il est temps de tirer les leçons de leurs actes.

Que ce soit l'UDC, le RN français ou le camp MAGA états-unien, ces partis se disent « anti-élites » et « seuls véritables représentants du peuple », mais l'épreuve du pouvoir dit le contraire.

Le RN et la destruction du tissu social

Dans les communes françaises administrées par le RN depuis 2014-2020, StreetPress (13.02.2026) observe de fortes coupures budgétaires dans le social, la culture et les associations. Dans le même temps, les subventions aux clubs sportifs et aux proches du parti explosent. Le RN s'illustre donc moins comme l'ami des plus démunis que comme le démanteleur des structures vitales du peuple et l'amateur de copinage.

Mise à l'abri des riches états-uniens

Les États-Unis de Trump, derrière leur politique anti-immigration brutale, s'acharnent à réduire les impôts des plus fortunés et des entreprises tout en coupant les aides aux classes populaires, comme la baisse de presque 1000 milliards dans *Medicaid* sur dix ans. Les classes moyennes voient quant à elles leurs impôts augmenter de 900 dollars en moyenne.

Continuité du néolibéralisme

L'extrême droite ne s'exprime que pour diviser les populations déjà minoritaires et discriminées. Mais derrière ce masque immonde se cache en réalité une politique constante : des cadeaux aux grandes fortunes, financés en économisant sur les services et les aides sociales, le tout sous la coupe d'un État toujours plus autoritaire. Rien de neuf pourtant : l'extrême droite moderne ne fait que pousser à son terme le néolibéralisme des partis de gouvernement, en y ajoutant le bouc émissaire.

Le cas Suisse

En Suisse, ce néolibéralisme est la doctrine des partis bourgeois, PLR en tête. L'UDC n'en est que la forme instrumentalisant le racisme pour mieux appliquer sa politique pro-riches. Et les faits sont là : premier parti des lobbies économiques, devant le PLR, l'UDC vote contre les salaires minimaux, contre la 13e rente AVS et contre l'initiative 99 % sur les revenus du capital. Dénoncer les outrances de l'UDC ne suffit donc pas : se défendre de l'extrême droite, c'est lutter contre le capitalisme débridé qui la nourrit, et défendre les associations et les solidarités qu'elle s'acharne à détruire.

Alec Parrat

Au sommaire de ce numéro

4 Actualités
Quand l'UDC perd, elle gagne ?

5 **14 juin : La femme n'existe pas**

6 **L'agriculture globale en sursis**

7 **D'un parrain à l'autre**

7 Le poing et la rose

8 Dossier

9 **L'âme noire de Geoffroy de Lagasnerie**

10 **Faut-il viser l'abondance par la gestion technique ?**

12 **IWP « l'expertise scientifique » au service du marché**

13 **Transition énergétique, qui décide ?**

14 **Gouvernementalité par IA : nouvel outil, vieux rapports de pouvoir**

16 **Déresponsabilisation, opacité et dépenses excessives : les scandaleux mandats externes du DDPS**

17 **Ne pas faire confiance à la Banque centrale**

19 **Peut-on planifier sans expert·e·s ?**

20 Conclusion

21 Culture
Un ordre moral sur les chantiers

19 ***Présences* au Musée de Bagnes**

23 Livres

24 Der

Éditorial

Quand l'UDC perd, elle gagne ?

Les 55 % de non à l'initiative des dix millions soulagent l'ensemble du camp progressiste. Ils rappellent par la même occasion que les idées de l'UDC ne sont pas majoritaires dans le pays, et ce même quand le parti d'extrême droite adopte une stratégie de conquête des milieux urbains en parlant de crise du logement ou de problèmes de mobilité.

Pourtant, les commentatrices·teurs politiques et les milieux patronaux ne partagent pas cet avis. Les 45 % ayant soutenu l'initiative mériteraient d'être entendus. Pas au niveau des salaires ou au niveau des logements, mais au niveau de l'asile qui a gardé une place marginale durant la campagne.

Celles·ceux-ci sont encore paniqué·e·s par les quelques victoires de l'UDC appartenant dorénavant au passé. Le rejet de l'adhésion à l'EEE en 1992 ou l'acceptation de l'initiative sur l'immigration de masse de 2014 se sont joués sur le même mouchoir de poche de 0,3 %. Mais entre 1992 et 2014, l'UDC a également subi deux défaites de taille sur les bilatérales I et II. Et depuis 2014, elle ne gagne rien en votations populaires, que ce soit sur la primauté du droit suisse sur la CEDH, la mise en œuvre de l'initiative de renvoi des criminels étrangers, et cette année sur le plafonnement de la population. En douze ans, l'électorat helvétique a augmenté d'environ 8 %. Pour un taux de participation très similaire entre 2014 et 2026, le non du 14 juin a récolté près de 400'000 voix supplémentaires tandis que le oui n'en a même pas récolté 30'000.

En s'attardant un peu sur les résultats, certaines tendances méritent d'être relevées (au-delà du fameux clivage villes-campagnes). Ce sont principalement les districts alémaniques qui ont voté davantage qu'en 2014, faisant largement augmenter la part du non, jusqu'à des différences de 10 points (voir graphique). En Romandie, le camp du oui se démobilise légèrement, ce qui a cependant le même effet d'augmentation de la part du non (sauf quelques exceptions valaisannes comme Conthey ou Saint-Maurice). Enfin, le Tessin dit oui à 1'500 voix près mais le camp du non gagne malgré tout 17,5 points par rapport à 2014, notamment grâce à un salaire minimum (certes défectueux) mis en place dès 2021.

Un patronat irresponsable

Au vu de ces chiffres clairs, l'irresponsabilité des réactions de la droite libérale est totale. Elle attribue à l'UDC une importance qu'elle n'a pas. Leur nouvelle initiative anti-asile dite « stop aux abus » est déjà déposée. Elle donnera de nouveau l'occasion au parti blochérien de polluer le débat public avec des paniques morales qui n'ont pas lieu d'être, mais qui sont légitimées par Économie Suisse & co. Ceux-ci n'ont comme seul objectif que de faire passer leurs casses sociales en attirant l'attention ailleurs.

De plus, la rationalité de l'initiative – souvent – ne va pas disparaître naturellement. L'UDC veut capter le surtravail des étrangers·ères sans payer les coûts annexes : pas de droit au chômage (révocation du permis de séjour à la place) ni regroupement familial (le pays d'origine paiera l'ensemble des frais de formation). Une bonne partie de la droite traditionnelle s'en serait satisfaite si la proposition ne mettait pas autant en danger les accords bilatéraux.

À échéance régulière, l'UDC se retrouve seule contre tous pour pavoiser un *anti-establishement* primaire et fallacieux. Le temps restant, il s'intègre parfaitement aux institutions traditionnelles. Ces trois dernières décennies, sa représentation dans les exécutifs a presque doublé. Cette conquête du pouvoir cornerise le PLR qui finit par imiter son nouveau grand frère d'extrême droite en initiant un virage autoritaire d'ampleur. Par cette double dynamique, l'UDC étend son pouvoir et éloigne ses partenaires de droite des quelques compromis sociaux trouvés avec la gauche ces dernières décennies.

De cette manière, les nouvelles mesures d'accompagnement négociées en lien avec les nouveaux accords Suisse-UE sont en sursis. Le PLR menace de les rejeter en bloc pour s'épargner le débat européen où il se sait perdant. Pour gagner, sa ligne pro-patronale et méritocratique doit être martelée, quitte à taper sur les "fainéant·e·s" pour les mettre au travail. Pour avoir une ligne de démarcation avec le racisme de l'UDC, peut-être ne faudrait-il pas sous-entendre le jour des votations que ces "fainéant·e·s" seraient avant tout les demandeuses·eurs d'asile qui traineraient dans les gares ?

La rédaction



Abstention et déplacement du vote dans les districts entre

Manifestation

14 juin : *La femme* n'existe pas

L'organisation d'une manifestation anti-G7 le 14 juin a provoqué des critiques, inquiètes d'une invisibilisation de la cause féministe. Pourtant, la convergence des luttes demeure essentielle.

Depuis quelques années, le 14 juin est une date bien établie dans le calendrier militant. Mais cette année à Genève, un sommet malfamé est venu bouleverser les habitudes. En effet, du 15 au 17 juin a eu lieu à Évian une nouvelle édition du G7. En réponse s'est créée une coalition « NoG7 », ayant notammé organisé une grande manifestation le 14 juin qui a fusionné avec la grève féministe tenue normalement à cette date.

Invisibiliser la cause ?

Cela ne plaît pas à tout le monde. « Je refuse que cette cause serve de véhicule à d'autres revendications qui risquent de décrédibiliser la cause de la femme » avait déclaré notamment Estelle Grossmann-Tanari, vice-présidente du PLR genevois dans un propos rapporté par la RTS. Il serait donc question de "la" femme, figure monolithique à qui devrait normalement être consacré le 14 juin. On peut deviner qui est cette femme — suisse, en tout cas. Blanche, probablement. Entrepreneuse, idéalement. En effet, la droite ne s'emploie certainement pas à défendre toutes les femmes : en menant des politiques austéritaires sévères, le PLR attaque directement les conditions de travail des nombreuses employées du secteur public, et les conditions de vie de ses plus nombreuses encore utilisatrices ; en défendant la loi sur l'interdiction des signes religieux pour les élu·e·s, le PLR cherche à empêcher les femmes portant le voile de participer librement aux institutions politiques; et la liste continue.

Cette distinction entre le féminisme et le reste est bien opportune, car elle permet également de stigmatiser les autres luttes et de poursuivre la diabolisation de la mobilisation NoG7 menée par le PLR. Dans une publication LinkedIn, Grossmann-Tanari ajoute : « [J]e pense aussi aux commerçants, aux habitants, à toutes celles et ceux qui subiront les conséquences [de la manifestation] ». Le constat est clair : le féminisme de la droite est avant tout un cheval de Troie pour défendre la répression des mouvements contestataires et assurer ainsi que les patrons n'aient pas à craindre des vitrines cassées.

Cette crainte d'une invisibilisation des luttes féministes a également des échos dans nos rangs. Si les politiques publiques menées par la gauche n'ont pas les mêmes répercussions antisociales ou discriminantes que celles formulées par la droite, et que son discours n'est pas aussi répressif, on peut tout de même regretter la faiblesse de l'analyse intersectionnelle chez une partie des camarades. Aussi sincère que soit leur investissement pour la cause féministe, cette cause ne peut être défendue correctement qu'en formant des alliances avec d'autres luttes, y compris des luttes moins institutionnalisées et plus stigmatisées dans le discours public comme l'antifascisme ou la cause palestinienne.

Pour la convergence des luttes

Malgré ce que dira la droite — et certaines voix à gauche — la grève féministe n'a pas disparu de la date du 14 juin. Sur le plan pratique, son collectif genevois est au centre de la coalition NoG7 et en est l'un des principaux porte-paroles. De plus, la mobilisation NoG7 se revendique antifasciste, anti-impérialiste et anticapitaliste : toutes ces positions sont parfaitement cohérentes avec la lutte féministe. Les politiques d'extrême droite ciblent directement les femmes, que ce soit par le recul du droit à l'avortement, par les politiques racistes qui touchent les femmes non-blanches, ou par les attaques contre les droits LGBTQIA+ qui ciblent en premier lieu les femmes trans. La politique impérialiste et capitaliste des gouvernements du G7 tue, mutile, affame et exploite les femmes à l'échelle de la planète. *La femme* n'existe pas, et seul un féminisme en convergence avec les autres luttes ne peut se revendiquer comme émancipatoire.

« Malheureusement la grève des femmes est dénaturée depuis qu'elles ne représentent plus que des mouvements de gauche. » se lamente une conseillère municipale PLR dans les commentaires de la publication Linkedin de Grossmann-Tanari. Tant mieux ! On ne peut que se réjouir que le 14 juin soit perçu comme trop politisé pour la droite. Il nous faut continuer à pratiquer un féminisme férocement intersectionnel ne visant pas la respectabilité mais bien la libération.

Mélanie Rufi



entre le 9 février 2014 et le 14 juin 2026

Engrais

L'agriculture globale en sursis

L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) sonne l'alarme depuis plusieurs mois. L'arrêt net des exportations d'engrais des pays du Golfe menace la stabilité agricole dans la plupart des pays du sud. Quarante-cinq millions de personnes supplémentaires seraient prochainement exposées à des risques sérieux de sous-alimentation. Même si les navires recommencent à traverser le détroit d'Ormuz en juin, les conséquences des mois de guerre sont inévitables dans le domaine agricole et s'ajoutent à des instabilités climatiques croissantes.

Commençons par une petite note positive : la plupart des agricultrices·teurs dans le monde avaient déjà leur stock d'engrais pour préparer le sol pour l'exercice 2026. La production alimentaire devrait ainsi être impactée en différé. L'amortissement du choc peut se planifier. Mais l'ampleur de celui-ci risque d'être élevé. Premièrement, certains pays comme la Chine ou l'Égypte restreignent déjà l'exportation de leur production d'engrais ce qui renforce la pénurie. Ensuite, les prix des denrées alimentaires risquent de prendre l'ascenseur dans les mois à venir : les agricultrices·eurs s'approvisionnent déjà maintenant en engrais pour 2027 et répercutent les coûts élevés des engrais sur leurs produits (actuellement l'engrais est estimé à 20% du prix du grain). Enfin, la productivité agricole de 2027 devrait chuter en raison du rationnement à venir.

La rupture métabolique

Cette dépendance élevée aux engrais chimiques est perturbante. Intuitivement, l'agriculture se conçoit comme un cycle naturel fermé. Mais il ne l'est plus depuis deux siècles. Avec les travailleuses·eurs partant habiter dans les villes, les déchets humains issus des aliments venant des sols avoisinants partent pour la première fois massivement dans les égouts, et ne reviennent plus dans les sols. Cette perte de nutriment conduit à des épuisements de sols importants. Pour y faire face et augmenter le rendement agricole, plusieurs méthodes existet : cultiver des légumineuses qui fixent l'azote, changer la composition chimique du sol, étendre les terres cultivées, ou apporter des nutriments provenant d'autres milieux. En Grande-Bretagne, la décennie de famine de 1840 est résolue à la fois par l'abrogation des *Corn laws* qui ouvrent le marché aux graines américaines (dont les sols ne sont pas encore épuisés) et l'émergence du nouveau commerce longue-distance de guano (de l'excrément d'oiseaux).

Cette denrée riche en nitrate, phosphate ou ammoniaque se trouve à l'autre bout du monde : Namibie, Pérou, îles des Caraïbes ou du Pacifique. Le guano se propage dans l'économie agricole comme nouvel engrais naturel, mais le volume extrait envoyé à l'autre bout du monde est tel qu'il marque la rupture métabolique entre humain et nature avec un nouveau rapport de prédation. Les ressources de guano s'épuisent et des procédés chimiques sont découverts au début du XX^{e} siècle. Avec les engrais chimiques, le problème de l'épuisement des sols ne disparaît pas, et la révolution verte met une nouvelle pression sur le rendement agricole. Le père de l'agronomie, Liebig, disait pourtant en 1862 : « Si l'on a obtenu des rendements plus élevés, ce n'est pas parce que les éléments nutritifs du sol se sont enrichis, mais parce que cela reposait sur des techniques qui les appauvrissaient plus rapidement ».

Une dépendance dangereuse

Cette brève histoire agricole explique la situation d'aujourd'hui. Les pays du Golfe se sont diversifiés pour ne pas dépendre uniquement du gaz et du pétrole. Désormais leur production atteint entre 20 et 30% de l'offre d'engrais mondiale. La moitié de la production de soufre en est également issue avant d'être transformée en engrais phosphatés en Chine, au Brésil ou aux États-Unis. La Suisse importe relativement peu d'engrais depuis le Golfe, mais la dépendance de certains pays du sud global est massive : 75 % de l'ammoniaque consommé en Inde vient du Qatar ou d'Oman, ou 54 % des engrais utilisés au Soudan est importé de la région.

La Suisse reste actrice dans cette crise annoncée. Certes, le négoce des engrais semble s'être déplacé à Abu Dhabi depuis les sanctions contre la Russie, mais le négoce des céréales est lui particulièrement prolifique entre Genève et Zoug : 60% du commerce global en blé passe (le plus souvent fictivement) ces *hubs* financiers. Pour au moins contrebalancer cette responsabilité, la Suisse doit davantage contribuer au FAO et éviter que ce choc ne se règle par des mécanismes de marché qui laisseraient sur le carreau l'ensemble des populations les plus pauvres dans le monde.

Ensuite, ce rappel abrupt de la dépendance aux engrais chimiques doit accélérer le développement des engrais organiques en circuit fermé. L'UE est en train de tabler sur un projet de ce type, et la Suisse doit faire de même dans son plan agricole 2030+. Des alternatives font surface mais elles restent de petite portée. Par exemple, *VunaNexus* est en phase test entre Lausanne et Zürich pour transformer l'urine en engrais. Mais par rapport au processus chimique, cet engrais organique est 50 fois plus cher et ne pourra remplacer au maximum que 30 % de celui-ci même si l'ensemble de l'urine européenne venait à être récolté.

Bertil Munk

Arménie

D'un parrain à l'autre

Qu'un président américain appelle les électrices·eurs d'un autre pays à reconduire leur dirigeant en dit long sur l'époque. Avant le 7 juin, Donald Trump a fait campagne pour Nikol Pachinian. Marco Rubio s'était rendu à Erevan, où l'Union européenne avait convoqué un sommet quelques semaines plus tôt en marge duquel Emmanuel Macron a chanté La Bohème d'Aznavour, accompagné par Pachinian à la batterie. Le message était limpide : un nouveau protecteur s'installe.

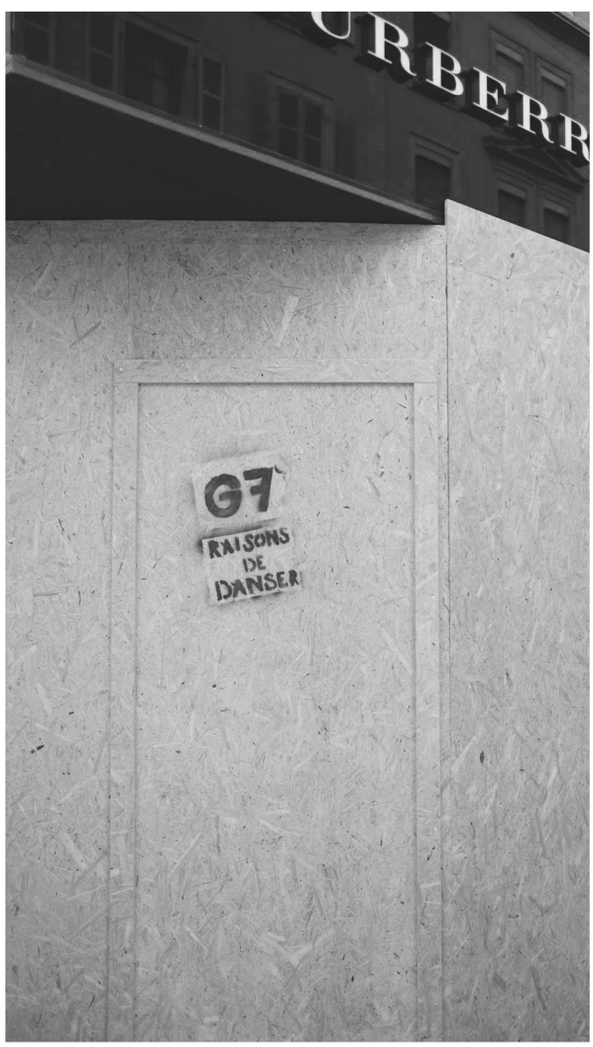
Les Arménien·ne·s ont reconduit Pachinian (49,8 %) et, avec lui, le virage occidental amorcé depuis la perte du Haut-Karabakh. La rupture est nette : gel de la participation à l'alliance militaire dominée par Moscou (OTSC), candidature à l'Union européenne, radars et missiles français, contrats signés lors de la venue du vice-président J. D. Vance (drones, nucléaire civil, semi-conducteurs) et adhésion au « corridor Trump » reliant l'Azerbaïdjan à son enclave du Nakhitchevan.

Reste la question que l'enthousiasme européen élude : émancipation ou changement de tutelle ? Le corridor doit fluidifier le transit entre l'Asie centrale, la Turquie et l'Europe en contournant la Russie et l'Iran, au service d'intérêts et de capitaux qui ne sont pas arméniens. Les contrats d'armement arriment Erevan à des fournisseurs occidentaux ; l'adhésion à l'UE viendra avec ces conditionnalités. Une dépendance en remplace une autre.

Il faut pourtant se garder du réflexe anti-occidental : ce basculement est largement subi. La Russie a trahi : inertie face à l'offensive azerbaïdjanaise, l'OTSC réduite à une coquille vide, et le chantage de Poutine menaçant de quadrupler le prix du gaz. Mais c'est la logique de bloc qui dépossède une petite nation de sa marge de manœuvre. L'Arménie cultivait naguère une « politique de complémentarité » : le tout-Occident, comme hier le tout-Moscou, la referme dans un face-à-face où elle n'a jamais voix au chapitre.

Car personne, dans cette bataille de parrains, ne parle des Arménien·ne·s : ni des plus de 100'000 déplacé·e·s du Karabakh, ni des urgences socioéconomiques que les sondages placent en tête et que nul programme n'a portées, ni des petites formations démocratiques laminées par les seuils. Qu'on ne s'y trompe pas : troquer Moscou contre Washington n'est pas une libération. La seule souveraineté qui vaille est celle qui servirait enfin ce peuple, non celle qui le livre à un maître plus présentable.

David Raccaud



LE POING

Dernièrement, **François Ruffin** pose en héros de BD, capable de concilier contrôleurs racistes et usagères·ers lésé·e·s, dessiné·e·s en noir et en arabe, incivilisé·e·s. L'anecdote ? Pas vraiment avérée. Son intervention ? Ni demandée, ni bienvenue, ni utile. Le fond ? Un bourgeois paternaliste pressé se rêvant remède des maux dont il est le symptôme. Qui sauve-t-il, sinon lui-même ?

LA ROSE

La non-venue de Patrick Bruel dans les festivals romands aura eu le mérite de révéler des conceptions très différentes de la responsabilité culturelle. La rose revient à **Paléo**, qui a réagi en déclarant son refus de collaborer avec le chanteur après le signalement d'une bénévole en 2019, ainsi qu'au Bellarena de Fribourg qui a su le déprogrammer. Le minimum syndical si l'on prétend prendre au sérieux les violences sexistes et sexuelles.

LE CASSE-NOIX

À l'inverse, le casse-noix est attribué à **Pully Live**, qui face aux critiques a surtout rappelé qu'il ne lui appartenait pas de juger l'artiste et que les contrats, eux, étaient déjà signés… On se réjouit de les entendre sur le remplacement de Patrick Bruel par Boy George, condamné en 2009 pour avoir séquestré et agressé un escort-boy.



Expertiser le réel

Le rôle de l'expert·e dans le processus politique a toujours été matière à controverse. Sous le néolibéralisme, celle-ci a été vive en raison des « gouvernements techniques » formés pour mettre en œuvre des réformes structurelles dans le seul but était de rassurer les créancières·ers. Durant le COVID, cette dynamique mortifère s'est inversée pendant un bref instant : les impératifs économiques ont été mis de côté pour répondre à l'urgence sanitaire, suivant les directives d'une science un tant soit peu plus sérieuse.

Cela n'empêche qu'au cours des trois dernières décennies, la politique en Europe de l'Ouest a changé de visage. Les policies (politiques publiques) ne sont plus développées au sein-même des partis, mais viennent de *think tanks* si elles ne sont pas directement décidées par certaines institutions gouvernementales discrétionnaires. La politics n'est pas non plus épargnée : les *spin doctors* (expert·e·s en communication ou en stratégie) prennent le relai sur des pratiques anciennement ancrées dans une politique de masse. C'est du moins la base du constat d'Anton Jäger vis-à-vis de la période actuelle qu'il appelle hyperpolitics. Après des années de dépolitisation et d'affaiblissement des corps intermédiaires, les gens se ressaisissent du politique, mais chaotiquement (violences policières, climat, Palestine, etc.) du simple fait qu'en quelques années les leviers de pouvoir se sont éloignés de la vie quotidienne des gens. Le retour abrupt à l'engagement, souvent massif, n'a alors que peu d'efficacité et dépasse difficilement son rôle performatif.

Face à ce constat amer à gauche, l'idée que des expert·e·s progressistes feraient un bien meilleur travail que les élu·e·s actuel·le·s parait attrayante. Le vrai et le bien devant forcément venir de notre camp, nous aurions intérêt à mettre le processus démocratique au second plan si celui-ci ne nous réussit pas. Plus que sceptique face à cette analyse, *Pages de gauche* tentera de définir le rôle et la place de l'expert·e dans un socialisme démocratique, tout en revenant sur les dérives néolibérales du recours à l'expertise : banque centrale, cabinets de conseil, mais aussi intelligence artificielle. Que ce soit sous la domination du capital ou en régime de propriété sociale, la problématique générale reste similaire. Le planificateur socialiste autrichien Otto Neurath appelait cette tension « la lutte permanente entre l'expert et l'homme de la rue ».

L'âme noire de Geoffroy de Lagasnerie

DOSSIER L'histoire de la pensée politique est remplie de diatribes plus ou moins élaborées contre la démocratie. Dans cette abondante littérature figure aussi des pamphlets dont l'absurdité et les incohérences sont comme d'involontaires hommages rendus à la grande tolérance dont les sociétés qui les voient naître font preuve. C'est le cas du dernier livre de Geoffroy de Lagasnerie, L'âme noire de la démocratie. L'essentiel du livre se borne à critiquer le fonctionnement des systèmes politiques actuels, avant de dénoncer le principe d'autogouvernement d'un point de vue qui est en fait celui de ces mêmes systèmes, dans une conclusion qui effectue ainsi un véritable tête-à-queue théorique.

Sur le plan des propositions, le livre s'embourbe dans des incohérences répétées. On a d'abord droit à l'habituel éloge d'un gouvernement des sages, créatures magiques supposées imperméables aux irrationnelles passions qui animeraient le peuple et le rendraient politiquement incompétent. Ceux-ci doivent cependant obéir à leur tour à une règle énoncée par l'auteur, qui affirme que le critère absolu de jugement dans les affaires politiques est la protection de la vie. L'idée que ce pauvre viatique puisse servir à clore tous les conflits politiques est d'une confondante naïveté. L'organe censé mettre en œuvre cette politique contre le peuple serait l'État, seul à même de s'autonomiser de la population et de lui imposer un programme « progressiste » de protection de la vie.

Cependant, retournant complètement cette position, l'auteur plaide également pour un droit à la sécession de la société et à la création de contre-sociétés répondant à leurs propres règles. L'écart avec les positions défendues dans le reste du livre est si embarrassant que Lagasnerie doit se fendre d'une parenthèse pour reconnaître que cette partie « ne s'articule pas nécessairement avec les idées que j'ai présentées auparavant »…

Sur le plan des propositions concrètes, le livre n'a donc aucune valeur. Il expose cependant deux affects qui condensent assez synthétiquement ce que signifie être antidémocrate. Le premier est une véritable haine de la politique, dans toutes ses composantes : délibération publique sur les affaires communes et sans garant ultime, décisions collectives et contraignantes, incertitude qui accompagne l'ensemble du processus, etc. Il aspire à « quelque chose que l'on pourrait nommer la fin de la politique ». Nulle part ne se rend-il compte qu'il reprend ici très banalement les arguments en faveur d'une technocratie ou d'une bureaucratie qui, en effet, ambitionne de se défaire de la politique. Or la démocratie correspond dans son principe à une politisation de la société, au fait que les affaires communes occupent l'esprit des membres d'une collectivité et qu'il s'agit d'une activité interminable.



Le second élément est la conception que se fait Lagasnerie de la pratique démocratique, au niveau individuel. Il parle d'une « pulsion désirante d'exercer le pouvoir », du fait qu'en démocratie « l'autre est construit comme un sujet en mon pouvoir », que ce régime instaure « une atmosphère de guerre de tous contre tous » et offre « un espace disponible à toutes sortes de pulsions de domination », que les avis contraires nous exaspèrent « parce que nous savons que les opinions des autres sont toujours susceptibles un jour de me gouverner ». Or toute la pensée et la pratique de la démocratie ont consisté à construire des institutions politiques reposant sur des affects exactement inverses. Elles contribuent à créer une conception de la collectivité qui n'est pas vue comme une masse de gens sur laquelle on souhaite exercer sa domination, mais comme ce qui permet d'entreprendre des actions en commun et de participer à des réalisations collectives. Ce que Lagasnerie montre donc, ce sont en fait ses propres affects à lui, son « âme noire ». Et dans ces conditions, on se réjouit qu'il ne soit qu'un citoyen parmi beaucoup d'autres, dont les pulsions de domination soient précisément tenues en échec par des procédures démocratiques certes très imparfaites, mais encore bien préférables à celles qui lui donneraient le pouvoir d'imposer son programme politique « progressiste » à l'ensemble de la collectivité, ne laissant aux mécontent·es que le choix de s'en aller.

Antoine Chollet

Geoffroy de Lagasnerie, L'âme noire de la démocratie, Paris, Flammarion, 2026.

Faut-il viser l'abondance par la gestion technique ?

L'idée qu'une élite éclairée serait capable de mieux gouverner le peuple que le peuple lui-même n'a rien de particulièrement moderne, bien au contraire (l'article en page 9 en est un bon exemple). En revanche, quelque chose de nouveau apparaît lors des premières décennies de la révolution industrielle qui ne disparaîtra jamais complètement : la gouvernance rationnelle.

DOSSIER Au début du XIXe siècle, la fameuse trappe malthusienne semble enfin se clôturer. Les avancées industrielles rapides donnent à croire que la récurrence continue des disettes ou que la pauvreté endémique de l'ancien régime pourraient être résorbées dans un futur proche. Cette fin de l'« économie organique » du vieux continent cristallise les tensions entre l'aristocratie rentière et la bourgeoisie naissante, présentée, en opposition, comme productive. Le saint-simonisme naît.

Actif déjà durant la Révolution française, Saint-Simon rêve d'une nouvelle élite remplaçant l'ancienne. Celle-ci serait compétente et partagerait les valeurs de progrès social, améliorant la vie de l'ensemble de la population. Elle serait composée d'industriels et d'ingénieurs, et grâce à ces derniers la production du pays s'accélérerait. Cette doctrine hasardeuse, qui fait l'impasse sur toute conflictualité sociale, servira de socle aux théories des socialistes utopiques postérieures à Saint-Simon : les travailleurs·euses peuvent faire confiance aux nouveaux chefs d'entreprise qui amélioront par la consommation leur niveau de de vie (en échange de longues journées de travail pénible). La ligue des justes puis le Manifeste de Marx et Engels marginaliseront cette doctrine dans les milieux ouvriers, sans pour autant la faire disparaître.

L'abondance par l'énergie

Pendant ces décennies de progrès technique, l'augmentation de l'énergie produite et consommée est massive. Loin d'une économie de subsistance, Cottrell estime que l'énergie fossile (ici le charbon) attribue à un mineur une capacité de production équivalente énergétiquement à celle du labeur de quatre chevaux, et ce en ne consommant qu'un cinquième de nourriture d'un seul cheval. Ce gain massif de productivité conduit Leech en 1932 (cité dans le dernier ouvrage de Fressoz) à estimer que 94 % du travail serait fourni par le charbon, le pétrole, le gaz naturel et l'énergie hydraulique. Entre 1902 et 1927, la puissance à disposition des machines est multipliée par vingt grâce à l'électrification.

Les héritières·ers de Saint-Simon sont satisfait·e·s. Certes, l'exploitation des travailleurs·euses et leurs mécontentements sont exacerbés, mais le décollage, dans les pays d'Europe occidentale et en Amérique du Nord, vers une société industrielle d'abondance sans plus aucun problème énergétique semble acté.

C'est sans compter la crise de 1929. Aux États-Unis tout particulièrement, les chiffres du chômage sont effrayants (12 millions au plus haut de la crise) et semblent particulièrement incompréhensibles : pourquoi autant de personnes n'ont plus de revenus alors même que les forces productives n'ont jamais atteint un tel niveau de développement ? Les mouvements socialistes y voient un problème clair de surproduction et de chaos de la production. D'autres économistes, Veblen en tête, en proposent une analyse similaire, mais substituent aux revendications sociales de la rue une théorie de la technocratie.

Le mouvement technocratique américain

Le mouvement *Technate* naît. Il revendique rapidement une gigantesque quantité de membres : 250'000 en 1933. Ses propositions sont claires et certaines séduisantes. Dans leur grille de lecture, la hausse continue de l'énergie disponible et la machinification de l'économique détruisent les emplois en masse. Ceux-ci ne pourront pas être créés ailleurs. Face à cette disparition de revenus disponibles, les biens produits par unité de travail, compte tenu de l'énergie disponible, ne pourront être écoulés, et le flux de matières premières nécessaires à leur transformation dépasserait largement ce que la terre serait en capacité de fournir. La seule politique viable passera donc par une meilleure distribution du travail.

Mais pour y parvenir, ce mouvement propose une nouvelle forme de gouvernance : celle des ingénieurs. En faisant l'hypothèse d'un intérêt convergent entre capitalistes productifs et travailleurs·euses, ces nouvelles·eaux technocrates estiment pouvoir relancer l'activité industrielle grâce à certaines solutions techniques (électrification en tête) et quelques formes d'ingénieries sociales.

Parmi les personnages de ce mouvement figure un certain Joshua N. Haldeman, le grand-père d'Elon Musk. Sans forcément attribuer une filiation intellectuelle du mouvement technocratique vers le techno-fascisme contemporain, le parcours de cet Haldeman est intriguant. Il rejoint la Fédération du Commonwealth coopératif canadien (ancêtre

du NPD) mais n'y reste pas longtemps et devient cadre au sein du Parti Crédit Social albertin pour finalement émigrer en Afrique du Sud. Le Crédit Social érige en clivage central l'opposition entre le productif et le parasite – le banquier en l'occurrence – et verse facilement dans les tropes antisémites habituels.

Ce socialisme des imbéciles s'observe durant la même période en Europe occidentale avec le mouvement planiste qui se dirigera vers le néo-socialisme, portant là encore une certaine conception de la technocratie et de l'effacement de la gestion démocratique des conflits politiques.



Maximiser l'utilité marginale

Ces mouvements politiques singuliers gardent une audience dans les milieux progressistes. Leur volonté d'améliorer les conditions de vie de l'humanité toute entière leur donne un écho logique. Howard Scott, la figure centrale de *Technocracy Int.* l'explicite en 1933 : « L'homme, dans sa lutte séculaire pour le loisir et l'élimination du labeur, est aujourd'hui enfin confronté non seulement à la possibilité, mais aussi à la probabilité de cette avancée. Une telle ère nouvelle dans la vie humaine ne dépend, sur le plan technologique, que du progrès des sciences physiques et des équipements disponibles. ».

Au XXIe siècle, cette vision dépolitisée d'allégeance à la technique pour maximiser l'utilité marginale que nous tirons d'une économie optimalement performante est toujours là. Le moins sérieux d'abord : les nouveaux gourous de l'IA se targuent de pouvoir débarrasser l'humanité du travail. Dans son blog de juin 2025 *The Gentle Singularit*, le PDG d'OpenAI, Sam Altman, voit advenir l'abondance de l'énergie et de l'intelligence, ce qui assurerait une nouvelle reproductibilité endogène des robots, et garantirait à l'humanité un nouveau stade d'hédonisme – ou d'apathie généralisée. Ce futur possible serait lui aussi débarrassé de tout conflit politique grâce à ce qu'il nomme laconiquement « bonne gouvernance ».

Dans un registre largement plus sérieux, le livre *Abundance* des journalistes Klein et Thompson prône une nouvelle direction pour les progressistes : celle de promettre par le gouvernement (et sa capacité à orienter les investissements privés) ce fameux état d'abondance. Jusqu'à être mentionné par le gouverneur de la Californie lors de la signature de nouvelles lois visant à réduire les obstacles bureaucratiques, ce livre se base lui aussi sur une vision particulièrement dépolitisée de l'économie.

Centrés avant tout sur la question des logements, les deux auteurs avancent que les raisons de la hausse des loyers tiennent avant tout à la diminution des constructions de ces dernières décennies plutôt qu'à la prise de contrôle accélérée du parc locatif par les multipropriétaires, les fonds d'investissement et les fonds de pension. La bonne politique progressiste capable de mobiliser une nouvelle coalition gagnante devra passer par de nouveaux assouplissements des règles existantes, notamment en ce qui concerne le dézonage.

La critique la plus convaincante de cette nouvelle doctrine politique venant d'outre-Atlantique tient au simple fait que sous le capitalisme, l'abondance est impossible. La rareté doit être organisée pour que le profit continue à être possible. Cette abondance serait déjà largement atteignable grâce au développement actuel des forces productives. Celles-ci sont, dans le Nord global, suffisamment avancées pour ne pas devoir penser une forme de gouvernance capable de les amplifier encore davantage.

Parler de rareté en Suisse ?

En Suisse aussi ces débats ont leur importance. Quelques jours seulement après le refus populaire de l'initiative de l'UDC « pas de Suisse à 10 millions », nous devons nous poser la question de la façon dont nous voulons organiser le pays selon l'augmentation démographique à venir (qui reste loin des projections alarmantes de l'UDC et autres nervis d'extrême droite). Ces derniers avancent que le contrôle démographique est le seul outil pertinent pour changer la vie des gens. Nous affirmons tout l'inverse: parmi l'ensemble des politiques publiques possibles, c'est de loin la plus inefficace. En plus d'être souvent inhumaine elle a toujours échoué. En mettant de côté les paniques racistes propre aux initiatives UDC, la tension rareté/abondance a occupé une place de choix dans les débats ces dernières semaines. Ces problématiques méritent alors d'être traitées selon les conditions conflictuelles du capitalisme helvétique. Faire face à la crise du logement (rareté organisée par les spéculateurs·trices) requiert de nouvelles préemptions, de la densification en zone urbaine, et des politiques ciblées de construction de logements sociaux, mais certainement pas une politique antibureaucratiqu à la mode de Klein et Thompson. Faire face au risque énergétique requiert une meilleure organisation de la production et du réseau, une diminution massive de la consommation énergétique actuelle, et une limitation de nouvelles sources de consommation, notamment celles des centres de données qui se propagent. Faire face aux infrastructures engorgées demande de la planification stratégique à long terme selon l'anticipation des usages, et une politique d'investissement bien plus conséquente (surtout lorsque les obligations d'État gravitent autour des 0,5%). Faire face au vieillissement de la population requiert un renforcement continu du premier pilier (et de ses sources de financement), et n'appelle pas forcément à se transformer en nouvelles·eaux adeptes de Saint-Simon en proposant d'optimiser la croissance du PIB national qui serait le seul moyen de bien gérer la vague de départ à la retraite des *baby boomers*. Faire de la politique, somme toute.

Bertil Munk

IWP : « l'expertise scientifique » au service du marché

« L'IWP ne défend les intérêts de personne. » C'est ainsi que l'*Institut für Schweizer Wirtschaftspolitik *(IWP) de l'Université de Lucerne présente sa mission. À en croire son site web, l'institut ne ferait que produire des connaissances scientifiques « objectives » afin d'éclairer le débat public. Une prétention qui mérite d'être examinée de plus près.

DOSSIER Réduction des dépenses publiques, réformes de l'AVS, critique de la croissance de l'État : les conclusions des études de l'IWP tombent toujours, depuis sa création en 2021, avec une remarquable constance du côté des intérêts patronaux et des politiques néolibérales. La droite bourgeoise, les organisations économiques et les médias dominants puisent et relaient d'ailleurs abondamment ses travaux pour alimenter leurs prises de position. Il est dès lors difficile de ne pas voir un problème dans le fait qu'un institut étroitement associé à une université publique transforme des positions idéologiques en expertise prétendument neutre au service des milieux bourgeois.

Cette ambiguïté est par ailleurs renforcée par le mode de financement de l'institut. L'IWP affirme que son indépendance est garantie par la Fondation pour la politique économique suisse (*Stiftung Schweizer Wirtschaftspolitik*), créée en 2020. Pourtant, cette structure demeure largement opaque. Qui finance réellement l'IWP ? Et pourquoi ces informations restent-elles si peu accessibles alors que ses études sont régulièrement mobilisées pour orienter le débat public et justifier certaines politiques économiques ?

L'institut, qui bénéficie du prestige et de la crédibilité attachés à l'Université de Lucerne est pourtant financé par une fondation privée créée précisément pour promouvoir une certaine conception de la politique économique. Il faut d'ailleurs ajouter que, parmi les figures qui ont participé à la création de l'institut figurent notamment les milliardaires Alfred Schindler et Michael Pieper, deux représentants influents du patronat suisse, mais aussi Christoph Schaltegger, directeur de l'IWP, qui est quant à lui un économiste connu pour ses positions libérales. Ancien collaborateur du conseiller fédéral libéral-radical Hans-Rudolf Merz, il a également occupé des fonctions dirigeantes au sein d'Economiesuisse. L'exemple de l'IWP démontrent ainsi comment des acteurs économiques influents et fortunés financent, sous couvert de neutralité scientifique, la production de savoirs qui contribuent ensuite à légitimer leurs propres préférences politiques.

Zoé Seuret

Transition énergétique, qui décide ?

Le peuple suisse a approuvé en 2017 la Stratégie énergétique 2050, qui interdit la construction de nouvelles centrales nucléaires. Pourtant depuis 2024, la Confédération fait tout pour revenir sur cette décision prise il y a moins de dix ans.

DOSSIER La prolongation de la durée de vie de la centrale nucléaire de Beznau est déjà actée. Pour aller encore plus loin, le contre-projet à l'initiative « Stop au blackout » vise à lever l'interdiction de construire de nouvelles centrales, sous prétexte de sécurité énergétique et d'un contexte changeant. Le rétropédalage sur la votation de 2017 nous met face à une question piège : le peuple a-t-il les qualifications pour prendre des décisions liées à la transition énergétique ?

La technique comme solution

Le cas suisse est loin d'être le premier : sur l'énergie, le politique se cache volontiers derrière les expert·e·s. C'est ce qu'a illustré le débat à propos du rapport AR6 du GIEC (2022), traitant des options envisageables pour diminuer les émissions mondiales de dioxyde de carbone. Après sa parution, des voix se sont élevées, critiquant la préférence pour des solutions telles que le déploiement d'énergies renouvelables ou la capture de CO2, plutôt que la mise en avant d'une forme de décroissance. Dans *In tech we trust: A history of technophilia in the Intergovernmental Panel on Climate Change's (IPCC) climate mitigation expertise* (2025), Fressoz explique notamment ces préférences par la structure du champ scientifique porté sur l'innovation, et par sa dépendance vis-à-vis du financement industriel. La stratégie climatique du Conseil fédéral mise d'ailleurs sur des « technologies d'émission négative » encore peu éprouvées et sur l'achat massif de compensations carbone à l'étranger, ce que les ONG climatiques dénoncent comme un moyen de différer la décarbonation domestique. Le GIEC lui-même ne tranche pas, expliquant seulement que 40 à 70 % de réduction des émissions de CO2 seraient possibles en agissant sur la sobriété.

L'illusion du débat

Que Fressoz et le GIEC penchent pour la sobriété ou pour les solutions technologiques, ils restent entre expert·e·s à se disputer la bonne réponse. Ce débat d'ingénieuses·eurs ne pose pourtant pas la question principale : qui a le pouvoir de trancher ? Dans *Le Système technicien* (1977), Ellul décrit le monde politique comme échappant à la démocratie en raison de la centralité des expert·e·s qui prémâchent l'ensemble du débat grâce à des dossiers qui conduiraient mécaniquement à des décisions « nécessaires ». Ellul y voit le règne d'une technique devenue autonome. La technique sert d'excuse afin de retirer au peuple le pouvoir de décider.

Déplacer la question

Que la technique masque un rapport de pouvoir n'a rien de nouveau. Malm le montre dans *The Origins of Fossil Capital* (2013) : le choix énergétique est d'abord un rapport de classes, et l'expertise n'est jamais neutre. Au XIX^{e} siècle l'eau était plus abondante, plus efficace et moins chère que la vapeur. Pourtant cette dernière a tout de même été implémentée par les industriels de l'époque. Selon Malm, le choix de la vapeur venait de la meilleure flexibilité et du plus grand contrôle sur les travailleuses·eurs par l'implantation en ville, proche de la main-d'œuvre nombreuse et prête à travailler. Elle formait une énergie affranchie des saisons et des rythmes naturels. Les ingénieurs de l'époque ont contribué à ce point de bascule bénéficiant au patronat : l'expertise est donc au service de la propriété.

Cependant le prisme du rapport de classes seul ne nous permet pas de trancher sur la question actuelle de l'énergie : la gauche elle-même ne s'accorde pas sur ce point. Huber (*Climate Change as Class War*, 2022) reproche à la décroissance d'être une « austérité verte », impopulaire auprès des classes populaires et pousse donc pour une nationalisation de l'énergie, quitte à assumer jusqu'au nucléaire public. À l'inverse, Malm défend la réduction des flux d'énergie et de matière dans le Nord. La simple lecture de classe ne suffit pas à dégager un consensus.

Le pouvoir au peuple

La réponse ne sera pas un franc « tout technologique », ni « sobriété avant tout ». Ce choix, aujourd'hui tranché par les expert·e·s, devrait l'être autrement. Comme le notait déjà Fressoz, tant que les industries auront le contrôle sur le financement des savoirs techniques, ceux-ci seront continuellement biaisés. La solution pourrait bien se trouver dans la maîtrise publique de l'énergie, seule à même de rendre ce choix démocratiquement débattable. Le réseau syndical international TUED dans *Mapping a Public Pathway for Europe's Energy Transition* (2024) recommande lui aussi une gestion publique des ressources énergétiques européennes pour répondre à ce problème. En politique, l'expert·e éclaire, le peuple décide.

Pour ce qui est du nucléaire suisse, si le Conseil fédéral revient en arrière sur les centrales en défendant qu'aucune autre option n'est envisageable pour assurer l'approvisionnement énergétique, la démocratie aura encore été usurpée par l'expertise.

Alec Parrat

Gouvernementalité par IA : nouvel outil, vieux rapports de pouvoir

Et si le véritable danger de l'intelligence artificielle (IA) n'était pas qu'elle pense à notre place ou qu'elle se rebelle, mais qu'elle rende plus efficaces les anciennes manières de gouverner et de discipliner ? Derrière les promesses d'objectivité de la machine pensante, une question demeure : qui décide des critères selon lesquels nos vies seront évaluées ?

DOSSIER Avant de parler d'intelligence artificielle (IA) dans le cadre de la gouvernementalité, il faut se défaire d'un imaginaire très présent : nous ne parlerons pas ici d'une machine autonome, consciente d'elle-même, prise d'hubris et décidée à gouverner le monde. Cet imaginaire appartient encore largement à la science-fiction et masque une réalité bien plus concrète. L'IA désigne d'abord un ensemble de techniques informatiques capables de traiter de grandes masses de données, d'y repérer des régularités, de classer, de prédire statistiquement et de recommander certaines actions. Elle prolonge des outils plus anciens comme la logique, la statistique, le calcul, la modélisation, ou encore l'automatisation. Elle ne surgit nullement comme une rupture magique. La nouveauté tient moins au génie d'une machine pensante qu'au déploiement massif, rapide et peu coûteux d'outils statistiques puissants, conçus, financés, déployés et utilisés par des acteurs bien humains, eux-mêmes inscrits dans des rapports sociaux, économiques et politiques.

Démystifier l'IA

Et c'est derrière cela que se cache une réalité politique concrète. Une technologie, toute avancée qu'elle soit, n'agit jamais seule et par elle-même, même l'IA. Celle-ci requiert une infrastructure, des serveurs, des réseaux, de l'électricité, des données, des investissements, du personnel qualifié. De plus, elle requiert des humains consentants ou rendus consentants à l'intégrer dans leurs vies, leurs pratiques et leurs métiers. Qu'une administration publique, qu'une entreprise, qu'une association, qu'un individu utilisent l'IA dépend finalement bien plus de réalités socio-économiques que d'un choix purement et uniquement technique.



L'IA comme instrument de gouvernementalité

La notion de gouvernementalité, telle que définie par Michel Foucault, nous permet de mieux cerner ces enjeux. Gouverner n'est pas uniquement un exercice du pouvoir depuis des institutions, c'est aussi organiser les comportements, administrer les populations, définir des normes, encourager ou décourager certaines pratiques. Le pouvoir s'inscrit ainsi dans des procédures, des habitudes, des outils et des manières de faire. On ne gouverne pas une société de la même manière avec un boulier, un tableur ou un système d'IA. L'enjeu n'est pas tant l'outil lui-même, mais la manière dont il oriente les décisions, les comportements et les rapports sociaux.

L'IA, par sa nature prédictive, devient un instrument de gouvernementalité évident. Et déjà aujourd'hui elle est présente dans le recrutement, la santé, l'assurance, la justice, l'administration ou l'éducation pour ne citer que ces domaines. Elle ordonne des dossiers, hiérarchise des priorités, signale des risques, ou recommande des décisions. Officiellement, l'IA n'agit qu'au nom et en lieu et place d'un humain, car la décision resterait humaine et la responsabilité aussi. Toutefois, ceci devrait être mûrement réfléchi. Un humain qui valide une décision est fortement influencé par ce que l'IA produit. Aller à son encontre est un risque avec un coût en temps et en argent. De plus, un humain pourrait facilement être tenté de substituer la machine à lui-même, ou de la substituer

à un autre humain, alors que ce rôle consistait précisément, par la force des choses, à en valider les résultats.

De plus, nous devons tout autant nous poser la question de quel genre de décisions seront assistées, selon quels critères, à partir de quelles données et qui en bénéficiera. Une décision automatisée ou semi-automatisée peut sembler neutre et objective car elle se base sur des chiffres. Mais ces derniers portent en eux les traces des inégalités actuelles et des discriminations passées, normalisent toute forme de biais institutionnels, éducatifs, médicaux, avec peu de dissociation pour les biais économiques ou culturels. Une IA ne corrigera jamais un monde ; elle le fera tourner de manière plus efficace selon des critères arbirtaires.

Et cette problématique de hiérarchisation et de biais reste au cœur de la gouvernementalité par IA. Tout un chacun peut être classifié, noté, comparé, profilé, trié : bon ou mauvais candidat, client·e fiable ou risqué·e, patient·e prioritaire ou secondaire, usagère·er conforme ou suspect·e. Ces catégories ne sont pas de simples descriptions mais sont les bases des futures décisions et prédictions que les IA feront.

Les trois défis

Le premier défi face à cela est l'opacité. La majorité de ces systèmes d'IA fonctionne en boîte noire. Les données entrent d'un côté et les résultats sortent de l'autre, mais comprendre ce qui se passe dedans n'est pas toujours techniquement faisable, et souvent extrêmement long à faire. Cette opacité n'est pas uniquement technique, elle est aussi politique. Ces outils sont presque toujours développés par des compagnies privées motivées par le gain et soucieuses de leurs secrets commerciaux. Lesdits outils sont ensuite vendus à des institutions qui ne possèdent pas les capacités techniques ni même le budget pour comprendre ces boîtes noires. De plus, même si l'un de ces systèmes devait être conçu avec les meilleures intentions, les développeuse·eurs seraient toujours des actrices·eurs moulé·e·s par leurs propres réalités socio-économiques, leurs propres biais et leurs propres visions du monde. Ce qui pose la question : qui contrôle ces systèmes et qui fixe les critères de décision ?

Le second défi est la reproduction même des inégalités. Si un modèle est entraîné sur des données d'une société inégalitaire, alors il traitera très vraisemblablement ces inégalités comme des régularités normales. Un groupe social peut être moins rentable pour les actionnaires qu'un autre, donc un modèle financier le jugera comme moins important. Un quartier défavorisé verra plus de criminalité de rue, et donc un modèle policier jugera ses habitant·e·s comme plus dangereuses·eux. Une origine ethnique peut être moins représentée dans des fonctions de cadre, et donc le modèle conclura que ses membres sont moins aptes à diriger. Ainsi, le problème devient encore plus grave que les phénomènes de boîte noire : on voit apparaître des problèmes de reproduction amplifiée des biais systématiques.

Le troisième défi est une asymétrie de puissance : les développeurs d'IA sont en position de force face à leurs clients. En effet, les moteurs de l'adoption de l'IA sont de grandes institutions ou de grandes compagnies, parce que ce sont elles qui ont les capacités financières, techniques et légales de développer ces systèmes. Car elles seules peuvent collecter, analyser et exploiter à des échelles suffisamment larges les données. Elles peuvent influencer les lois et les normes dans leurs intérêts politiques et économiques. Individuellement, les usagers et les usagères ont très peu de contrôle. Elles·ils ne savent pas quelles données sont récoltées, lesquelles sont stockées, croisées ou réutilisées. Et on peut relativement argumenter qu'on leur cache comment les processus de décision sont conçus. Cette asymétrie limite les chances de processus démocratiques dans ces décisions et annule les possibilités de correction de biais déjà présents.

Les perspectives : reprendre le contrôle, une responsabilité collective

Face à cela, que faire ? En premier lieu, il est inutile de tenter de prédire le futur de l'IA, ou de toute autre forme de technologie. Mais cela ne doit certainement pas être un appel à l'inaction. Au contraire, nous devons agir avec une précaution collective. Premièrement, rejeter l'imaginaire de la fascination technologique aux limites de la science-fiction, et exiger de la transparence sur le développement de ces systèmes, leur utilisation et leur réelle capacité. Deuxièmement, refuser l'argumentaire selon lequel les décisions d'IA sont absolument fiables, objectives et sans biais. Troisièmement, ne pas accepter que le futur de l'IA, et de manière générale de la technologie, soit concentré en une poignée d'acteurs, tout particulièrement ceux motivés par le profit. À l'échelle citoyenne, ces trois points sont déjà un bon début.

Aucun système de données, du papyrus égyptien à la dernière intelligence artificielle agentique, ne gouverne par lui-même, ni ne résout seul les contradictions d'une société. Ces outils sont la prolongation des choix politiques que nous leur confions. C'est donc à nous de décider non seulement quelles technologies nous voulons, mais surtout quelle forme de gouvernementalité nous voulons voir naître avec elles.

Pierre Oppliger

Déresponsabilisation, opacité et dépenses excessives : les scandaleux mandats externes du DDPS

L'externalisation est souvent présentée comme un gage d'efficacité et d'objectivité. Le cas du DDPS invite à questionner cette certitude : entre scandales non résolus, expertises erronées et opacité croissante, la dépendance au conseil privé révèle surtout une crise de gouvernance.

DOSSIER Depuis les années 1980, le *New Public Management* a profondément transformé l'État en y introduisant des méthodes issues du secteur privé. Performance, externalisation, recours à l'expertise privée : autant de préceptes qui ont propulsé les cabinets de conseil au cœur des réformes administratives. La Suisse n'y échappe pas. Un postulat de 2025 du conseiller national centriste Thomas Rechsteiner révélait que la Confédération dépense en moyenne 673 millions de francs par an pour des mandats externalisés. Le Département fédéral de la défense, de la protection de la population et des sports (DDPS) illustre bien cette tendance. Pris dans une série de scandales et de retards sur ses projets majeurs, il a choisi de répondre à ses difficultés par une externalisation accrue de sa gestion. Ce choix soulève des questions fondamentales : à qui profite cette dépendance croissante au conseil privé ? Quelles en sont les conséquences sur l'indépendance et la responsabilité de l'administration ?



LE DDPS, de scandale en scandales

Ces dernières années, le DDPS a enchaîné les difficultés. Scandales à répétition autour de l'acquisition des F-35, groupe Ruag empêtré dans une affaire de fraude, retards dans les remplacements des radars… la liste est longue.

Face à ces difficultés, le département, alors dirigé par Viola Amherd, a régulièrement eu recours à des mandats externes. Il a ainsi confié d'importants mandats au cabinet d'avocats zurichois Homburger, à qui il a versé 2,5 millions de francs entre 2021 et 2025. Or, cette collaboration soulève de sérieux doutes sur son utilité réelle. En effet, c'est notamment au cabinet *Homburger* que le DDPS avait confié, en 2021, la validation juridique du choix des avions de combat F-35A, pour un montant de 550'000 francs. Ces expertises confirmaient que le prix d'achat était fixe, une certitude qui s'est révélée fausse. Face aux surcoûts et aux retards, le Conseil fédéral a finalement dû réduire la commande suisse de 36 à 30 appareils.

Externaliser pour mieux se déresponsabiliser

Loin d'en tirer une leçon, Martin Pfister a fait entrer le niveau d'externalisation dans une nouvelle dimension dès sa prise de fonction. Ainsi, le Conseiller fédéral du Centre a décidé d'externaliser entièrement la gestion de la qualité et des risques pour les 17 projets majeurs du DDPS, dont les F-35A, le système de défense aérienne *Bodluv* et la numérisation militaire. Les nouveaux contrats-cadres prévoient quelques heures par an de mandats externes sur douze ans, pour un montant que le DDPS refuse de communiquer. L'argument avancé est celui de l'indépendance : des expert·e·s externes garantiraient un regard objectif sur des projets complexes.

Pourtant, cette prétendue neutralité masque aussi un mécanisme politique bien connu qui dissimule des enjeux de responsabilité. Faire appel à des consultant·e·s permet aussi à l'administration de se déresponsabiliser en cas d'échec, une stratégie que la littérature académique désigne sous le terme de *blame avoidance*. Si les cabinets externes ont validé les contrats, si les cabinets externes ont géré les risques, qui est responsable quand les projets déraillent ? L'affaire *Homburger* le montre cruellement : le DDPS s'est d'abord abrité derrière des expertises juridiques pour convaincre la population (prix fixe d'acquisition) puis a pu répercuter la responsabili-

té sur le mandataire externe lorsque celles-ci se sont avérées fausses.

Austérité et externalisation : le grand paradoxe

La décision d'externaliser davantage intervient dans un contexte paradoxal. Alors que la Confédération engage des mesures d'austérité et cherche à réduire ses dépenses, le DDPS accroît simultanément son recours à des prestataires privés dont les tarifs sont généralement bien supérieurs aux coûts d'une gestion interne.

Cette contradiction illustre une tension structurelle du *New Public Management* : en cherchant à réduire les coûts par la mise en concurrence et l'externalisation, l'État génère souvent des dépenses supplémentaires, notamment en frais de coordination, en perte d'expertise interne et en coûts de transaction avec les prestataires privés. Le cas du DDPS en est une illustration saisissante : les consultant·e·s censé·e·s résoudre les problèmes ont parfois contribué à les aggraver, à des prix prohibitifs.

En 2025, *investigativ.ch* a décerné au DDPS son « Sabot d'or », une récompense satirique annuelle qui épingle les responsables des plus grandes obstructions à l'information. Le motif : avoir mandaté des juristes externes — via *Homburger* — pour s'opposer aux demandes d'accès à l'information formulées par des médias en vertu de la loi sur la transparence.

Au-delà de l'anecdote, ce geste révèle une dérive profonde. L'argent public a été utilisé non pas pour améliorer le fonctionnement du département, ni pour mieux gérer ses projets, mais pour empêcher les citoyen·ne·s et les journalistes d'exercer leur droit légitime de regard sur l'action de l'État. L'externalisation ne sert plus ici à combler un manque de compétences, mais à ériger un rempart juridique contre le contrôle démocratique. Un symbole saisissant des dérives d'un État qui, à force de déléguer, finit par externaliser aussi sa propre transparence.

Aline Bressoud

Ne pas faire confiance à la Banque centrale

Après des mois de tergiversations, la Banque centrale européenne a finalement décidé début juin de relever les taux directeurs. Depuis fin février et le début de la crise énergétique, les banquières·ers centrales·aux n'étaient plus très au clair sur la bonne politique monétaire à mener. Le dilemme absurde auquel ces derniers·ères sont confronté·e·s est l'ultime preuve de l'ineptie consistant à donner aux expert·e·s des banques centrales autant de pouvoir.

DOSSIER Selon les théories monétaires dominantes, si la croissance est en berne, alors il faut baisser les taux pour que le coût d'emprunt soit bas et que les gens investissent. À l'inverse si le taux d'inflation est trop haut (au-dessus des 2 % le plus souvent), alors les taux doivent être augmentés afin de réduire l'activité (le recours à l'emprunt diminuera car il sera plus coûteux) ce qui aura comme conséquence une diminution de la demande agrégée (stagnation des salaires, augmentation du taux chômage, etc.), et donc une moins grande pression sur les prix.

La conjoncture économique actuelle a de quoi rendre cette marche-à-suivre dépassée. Le choc de l'offre (amené par le blocage de gaz, de pétroles ou d'engrais à Ormuz) conduit à une hausse des prix généralisée. Le taux d'inflation avoisine désormais les 3% et menace de grimper ces prochains mois. Mais de l'autre côté, l'activité est plus proche de la récession que de la surchauffe. Sur le premier trimestre, la croissance de la zone euro était de 0,1% et celle de la Suisse légèrement plus élevée. Cela veut dire que si les taux augmentent pour limiter l'inflation, alors l'activité économique (déjà très faible) diminuerait encore davantage, mais que si les taux sont maintenus ou sont abaissés, alors les prix continueraient à grimper : la quadrature du cercle.

La masse monétaire mystifiée

Mais comment en est-on arrivé à une telle gestion technique particulièrement inefficace face au capitalisme tardif ? Il faudrait remonter aux monétaristes (Friedman & co), qui font l'erreur de penser que toute intervention publique dans l'économie est contre-productive et que le seul outil efficace serait circonscrit à la gestion de la masse monétaire qui doit scrupuleusement suivre la croissance de la production. Pour Friedman, la crise de 1929 est la conséquence d'une masse monétaire qui n'a pas suivi le boom économique des années 20, tandis que les périodes inflationnistes (typiquement les années 70) sont le résultat de production monétaire excessive.

Cette gestion dépolitisée se base sur des arguments profondément antidémocratiques (le gouvernement distribuerait de l'argent à tout va pour se faire réélire). Pour y faire face, la Banque centrale ne doit répondre alors qu'à elle-

même et suivre mécaniquement des principes douteux. Car en plus d'être inefficaces la plupart du temps, ils ont aussi très souvent des conséquences redistributives allant du bas vers le haut. Même en mettant de côté l'affreux indicateur *NAIRU* pour N*on-Accelerating Inflation Rate of Unemployment* (taux de chômage n'accélérant pas l'inflation) qui établit que le taux de chômage doit être maintenu à un certain niveau pour le bien-être général, l'action des banques centrales mène structurellement à une situation perdante pour les classes populaires. Lorsqu'elles augmentent les taux, les rentières·ers y gagnent car leur prêt leur rapporte plus qu'avant, tandis que les travailleuses·eurs voient leur pouvoir d'achat se contracter. Et lorsque les taux sont abaissés, certes le chômage devrait diminuer, mais les plus riches ne sont pas pour autant perdants : la valorisation de leurs actifs augmente en raison d'une plus grande demande dans le domaine financier.

L'inflation par les marges

Quatre ans après 2022 la leçon n'a vraisemblablement pas été retenue. Pour rappel, l'inflation avait aussi été combattue par une hausse des taux, alors même qu'elle ne vient pas d'une augmentation de la masse monétaire, mais parce que les fournisseurs d'énergie se permettent d'augmenter leurs prix, et que les grands distributeurs en profitent pour en faire de même et augmenter leurs marges. Il serait logique de s'attaquer en premier lieu à ces problèmes.

Pour l'instant, ce n'est pas ce qui est fait. Ce n'est certes pas chose facile, mais ce ne sont pas les propositions qui manquent. Isabella Weber propose par exemple de constituer une *OPEP* à l'envers : un club international d'acheteurs de pétrole. Tous les pays non-producteurs de pétrole (largement majoritaires mondialement) devraient, au lieu d'être victimes des prix en se faisant concurrence, se coaliser pour déterminer les prix d'achat, mais aussi pour distribuer plus équitablement les chocs d'offre lorsqu'ils adviennent.

En parallèle, la promotion de l'activité économique devrait aller de pair avec l'urgence de décarbonation. Là aussi, les outils des banques centrales sont pour l'instant inexistants, alors même qu'il pourraient être au centre de ce processus. Une proposition de moins en moins marginale est celle de la *monnaie sans dette* à destination de certains secteurs clés qui ont de la peine à se financer en raison de leur faible rentabilité. Il ne fait aucun doute que des expert·e·s de la monnaie seraient toujours nécessaires pour ce genre de politique de crédits (ou de subventions). Mais arrêtons de prendre trop au sérieux celles et ceux actuellement en fonction.

Bertil Munk



Peut-on planifier sans expert·e·s ?

Les pourfendeuses·eurs de la planification économique ont peut-être gagné le débat durant le siècle précédent, mais elles·ils sont sur le point de le perdre quelques décennies plus tard. La crise actuelle du capitalisme illustre les limites de l'économie de marché. L'anarchie de la production mène au dépassement ahurissant de l'ensemble des contraintes écologiques, une stagnation économique endémique et des crises financières à répétition. Le dossier de notre numéro 178 « Pour une planification socialiste » paru en 2021 décortiquait les dimensions de cette alternative sans détailler un aspect central : quelle place devrions-nous laisser aux expert·e·s de la planifica-

DOSSIER Avant toute chose, rappelons dans les grandes lignes les termes du débat passé. Les prises de pouvoir des mouvements socialistes et communistes dès 1917 socialisent les moyens de production et doivent alors coordonner l'économie au-delà de la mise en correspondance de l'offre et de la demande par l'intermédiaire monétaire. En URSS, des plans quinquennaux sont mis sur pied et mènent à des phénomènes d'industrialisation rapide, mais aussi à des famines monstrueuses. Après la deuxième guerre mondiale, cette pratique s'élargit aux pays nouvellement indépendants pour assurer leur développement économique mais également à des économies occidentales devenues *mixtes* comme la France.

Pendant cette période, les économistes autrichiens (von Mises ou Hayek) militent ardemment contre la planification avec un argument de poids. Selon eux, la planification économique serait ontologiquement sous-optimale car elle ne pourra jamais prévoir la production puis allouer les ressources aussi bien que le marché ne le permet. La société est si complexe qu'il est impossible de collecter l'ensemble des informations relatives aux préférences de consommation des individus, alors que la rencontre naturelle entre offre et demande crée elle-même une masse d'information décentralisée qu'aucun organe ministériel ne pourrait calculer. Mais l'évolution technique, en termes de traitement de l'information a tellement évolué depuis, que cet argument, auparavant central, semble maintenant dépassable.

Le débat cubain

Il n'en demeure pas moins qu'une planification algorithmique ne sera pas la panacée. Les débats entourant la révolution cubaine et l'organisation économique à développer sur l'île précisent cette ambivalence théorique. Le Che et Mandel sont d'avis que l'entièreté des relations économiques doit répondre à une logique planificatrice. Mais Bettelheim, économiste marxiste un peu moins orthodoxe et conseiller aux plans de certains pays non-alignés, estime que cette stratégie maximaliste ne mène à rien. Socialiser et enlever l'ensemble des mécanismes de marché dans l'ensemble des secteurs abruptement (l'agriculture est souvent au cœur des préoccupations) mène alors à des pénuries ainsi qu'à des dynamiques de bureaucratisation évitables.

Ce n'est pas pour autant que la planification conduit mécaniquement à ces phénomènes. Pour les éviter, deux tensions doivent être résolues le plus savamment possible.

Premièrement, les travailleuses·eurs de chaque unité de production méritent de décider démocratiquement de ce qu'elles·ils produisent et des modalités de cette production. Cette autogestion est cependant limitée par d'autres impératifs, que ce soit celui de faire correspondre la production à la demande sociale ou de se verser des salaires non-excessifs. Des instances de coordination (par secteur et entre secteurs, à une échelle locale et à une échelle plus large) doivent prendre le pas et ménager la chèvre et le chou.

Deuxièmement, les besoins individuels ne peuvent pas être verticalement limités. Même si actuellement nous répondons largement à des besoins artificiels qui ne nous rendent pas forcément plus heureux, vouloir séparer les besoins légitimes avec ceux qui ne le sont pas – même collectivement – reste une pratique risquée démocratiquement. Pourtant certains besoins superficiels nécessitent incontestablement des prédations substantielles à l'environnement ou au travail humain. Planifier et légitimer ces restrictions devient alors l'enjeu le plus central.

Penser la planification n'est pas un exercice hypothétique. Cette dernière existe déjà (dans certains pays plus que d'autres) et doit gagner à nouveau en importance. En quelques décennies la finance privée a acquis une gigantesque puissance de (non)planification répondant à des logiques de rentabilité aussi absurdes que délétères. Le contrôle des hauteurs stratégiques de l'économie devient urgent, et ne signifie pas nécessairement socialisation : mettre sur pied de nouvelles institutions de coordination de politiques monétaires, fiscales, climatiques et industrielles pourrait déjà réorienter suffisamment les activités économiques. Dans celles-ci, l'expertise économique a son importance, mais devra aussi s'encastrer démocratiquement dans les sphères de production et de circulation.

Bertil Munk



Mettre les expert·e·s à leur place

DOSSIER L'expertise est régulièrement pratiquée, largement critiquée, et parfois idéalisée. Rejeter en bloc l'expertise sous prétexte que tout est politique, que tout est conflit, n'est pas suffisant. Bien entendu, les pouvoirs publics ont ces dernières décennies profité d'une vague de dépolitisation pour davantage se cacher derrière une neutralité scientifique factice. Les instituts de recherche ancrés à droite se multiplient grâce à des financements privés obscurs, mais aussi à des financements publics souvent attribués en fonction de la complaisance attendue du rapport à venir (l'instabilité accrue du financement du monde associatif en est pour beaucoup).

Face à cela une vraie réflexion de ce qu'est attendu de l'expert·e doit être initiée à gauche. Produire de l'expertise permet de comprendre le réel pour ensuite le changer avec pertinence. S'en passer risque de nous faire tomber dans des abstractions qui ne résonnent plus avec les dynamiques à l'œuvre dans la société. Comment faire alors pour que l'interprétation faite des observations du réel ne tombe pas dans une pure reproduction de la pensée traditionnelle ? Il va de soi que les organisations de gauche doivent s'équiper plus sérieusement d'un réseau d'expert·e·s engagé·e·s rattaché·e·s de près ou de loin à leurs combats. Et en cas de participation à l'appareil d'État, le recours à ces dernières·ers doit être absolument privilégié.

Enfin, ce rapport à l'expertise se lit à l'aune de la démocratie que nous voulons. Des expert·e·s de gauche sont tout à fait capables de produire, sur le papier, des conseils techniques de meilleure qualité que ce qu'une assemblée populaire pourrait faire. De plus, la lutte pour le socialisme démocratique entretient l'illusion que pour avoir un rapport désaliéné à la société, l'ensemble des travailleuses·eurs voudraient et pourraient multiplier les séances de coordination dans l'ensemble des domaines de notre vie sociale. Cette pratique est souhaitable, mais sur la durée, elle semble difficilement tenable.

Il reste alors à définir, démocratiquement, les domaines où la délégation à l'expert·e est acceptable et ceux où la décision collective est non négociable. C'est précisément cette délimitation qui distingue une gauche émancipatrice d'une technocratie progressiste.

Un ordre moral sur les chantiers

Dans un ouvrage passionnant, la sociologue et syndicaliste Laura Galhano décrypte les mécanismes symboliques, sociaux et culturels qui permettent au secteur du gros œuvre de perdurer, malgré des conditions de travail marquées par la précarité.

« Mon livre part d'un intérêt scientifique et personnel », nous dit Laura Galhano. Issue d'un milieu ouvrier de l'immigration portugaise, la chercheuse et désormais syndicaliste à Unia a passé des années à étudier le domaine du gros œuvre, qu'elle connaissait par ailleurs déjà du fait de son parcours.

« Mon père était soudeur, il travaillait parfois dans les chantiers. Surtout, plus tard, aux études, je vivais dans un bâtiment composé de studios à Fribourg, où il y avait beaucoup de maçons, avec lesquels j'ai pu longuement discuter ».

Dans une enquête au long cours intitulée *Sociologie des chantiers – Ordre moral et catégorisations sociales dans le gros œuvre en Suisse* et publiée aux éditions Épistémé, elle nous guide dans les méandres de ce monde instable et précaire, avec une question en tête : par quels mécanismes se reproduit-il socialement ?

Une précarité structurelle…

Le constat d'abord. « Le secteur est marqué par une forte précarité de l'emploi. Il y a du travail temporaire à foison, mais même les contrats à durée indéterminée sont très faciles à résilier. » La saisonnalité de l'emploi n'aide pas, avec des périodes de creux et d'autres où l'embauche repart, nous explique Laura Galhano.

« Sans compter le taux important d'accidents au travail, de maladies professionnelles… et les conditions de travail en général. Quand on se balade et que l'on voit des chantiers, on voit souvent des toilettes chimiques au lieu de toilettes réglementaires. Elles ne sont ni chauffées ni suffisamment ventilées. Alors que la législation est très claire sur le fait qu'elles ne peuvent être utilisées que pour des travaux de très courte durée. Parfois, il n'y a même pas de toilettes, il faut faire ses besoins ailleurs. On peut aussi parler des températures extrêmes, ou des vapeurs toxiques ingérées… »

« La Suisse a connu une très grosse crise économique dans les années 90 », précise-t-elle encore. « Celle-ci a enclenché une vague de licenciements et de faillites, qui a durablement restructuré le secteur, avec une fragmentation des statuts en emploi, et avec d'un côté l'émergence de grosses entreprises comme *Implenia*, qui ont le capital pour lancer des travaux d'envergure, et de l'autre une galaxie de sous-traitants, ce qui contribue à intensifier la dynamique de précarisation. »

… et un ordre moral pour l'encadrer

Selon l'autrice, pour organiser et légitimer cette précarité structurelle de l'emploi, des « catégories morales » ont vu le jour sur les chantiers. « Comme des archétypes, qui différencient et classifient les travailleurs, en permettant de valoriser certaines attitudes, et d'en réprouver d'autres. »



Il y a, tout d'abord, le « bon » travailleur. Celui-ci est loyal, endurant, motivé. Même son langage physique en témoigne : « Un ouvrier m'a dit qu'on peut remarquer un bon travailleur à sa façon de marcher », nous raconte-t-elle. Il est la diamétrale opposée du chômeur : une figure pourtant largement mystifiée, car le chômage traverse toutes les couches salariales du gros œuvre, justement. Représenté comme paresseux, revendicatif, profiteur, il ne peut être embauché. « Il fonctionne comme un épouvantail. »

Entre les deux se situe le temporaire, ou intérimaire. « Cette figure-là est cruciale dans le maintien de l'ordre moral, car le travailleur fixe est constamment soumis au danger d'être remplacé par un temporaire, là où le temporaire, qui peut être perçu comme un "bon" à un poste fixe. »

Le tout constitue une sorte de jeu social, intériorisé inconsciemment par les travailleurs. « Ce jeu-là permet à tous d'accepter unanimement leur condition », conclut-elle.

L'invisibilisation par la nationalité

A ce triptyque s'ajoutent d'autres catégories avec les mêmes fonctions « disciplinaires ». « Il y a 30 % de Portugais parmi les maçons étrangers en Suisse. Sur les chantiers, les Portugais sont considérés comme les "bons" travailleurs par excellence. Ce qui est circonstanciel bien sûr, dans les années 60 ou 70 cela aurait pu être les Italiens, par exemple. Mais quoi qu'il en soit, il y a un traitement ethnicisé des travailleurs, qui naturalise leurs compétences via l'origine. »

Cette assignation identitaire se renforce par des mécanismes de cooptation au moment de l'embauche. « Un patron a un "bon" employé portugais, et cherchera à ce que celui-ci fasse venir un cousin ou un proche sur le chantier. Ainsi, l'employé devient tacitement garant de la nouvelle

recrue ; c'est une manière de se décharger de son travail de recrutement, et d'instituer deux loyautés pour le prix d'une. »

« Le recours à la catégorie de la nationalité institue sur le chantier une communauté d'entraide mais aussi de contrôle social à moindre frais. Cela permet de consolider le collectif et d'améliorer l'efficacité au travail, qui tient beaucoup sur ces liens informels. » Mais en même temps, « ce sont les compétences individuelles et spécifiques des travailleurs qui sont invisibilisées, cachées par l'assignation nationale. »

Si les employeurs prétendent en effet préférer les CFC, dans les faits, la très grande majorité des embauchés n'en ont pas, et leur entrée dans le travail se fait sous des logiques qui contournent la reconnaissance de leurs compétences. « Les rares qui ont un CFC sont finalement l'occasion pour l'employeur d'attiser des rivalités internes, toujours en vue de maintenir l'ordre. »

La virilité, un apprentissage du corps

Enfin, dans un milieu aussi massivement masculin que celui du gros œuvre, il paraît évident que la virilité devient aussi une arme de l'ordre moral.

« Elle cache un apprentissage de la discipline du corps. On y apprend à résister à la souffrance, à se retenir d'aller aux toilettes par exemple, et ainsi de suite. À tenir, sans se plaindre, dans des situations très dures. » Une virilité qui permet aussi d'injecter de la dignité dans un monde où la précarité domine.

« Cela peut en partie expliquer le manque de femmes dans ce secteur, elles qui sont socialisées au contraire dans le soin de leur corps. Dans les rares cas où on les retrouve sur les chantiers, elles doivent d'ailleurs performer une attitude virile », rajoute-t-elle.

Si l'arrivée timide des femmes sur les chantiers pourrait bousculer les choses, c'est justement en questionnant la rigidité de ces catégories : « Par exemple, on ne pourrait plus négliger la question des toilettes avec des travailleuses qui ont des règles. Dans le second œuvre, qui comporte plus de femmes, ces problématiques sont plus clairement discutées. Parfois, l'ordre peut être remis en question par des arrivées nouvelles. »

Un début de déconstruction à laquelle invite le riche et subtil travail de Laura Galhano.

Propos recueillis par Gabriel Rego Capela

À lire :
Laura Galhano, Sociologie des chantiers – Ordre moral et catégorisations sociales dans le gros oeuvre en Suisse, Éditions Épistémé, 2026. 224 pages

**Cet article n'utilise presque pas le langage inclusif pour illustrer la prédominance mascuilne dans le gros oeuvre.*

Présences au Musée de Bagnes

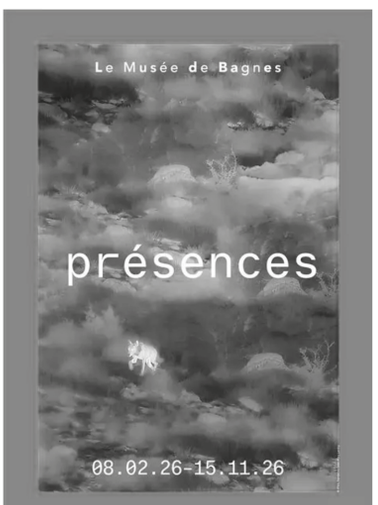
Rares sont les personnes qui l'ont vu, peu nombreuses·x sont celles et ceux qui étudient ses comportements, seul un petit panel de professions est impacté par sa présence et, pourtant, les imaginaires véhiculés à son sujet sont omniprésents. Il s'agit bel et bien du loup et de ses relations séculaires avec les humains que le Musée de Bagnes propose de découvrir dans son exposition *Présences*. La directrice Mélanie Hugon-Duc et toute son équipe offrent, à travers cette exposition, une immersion au cœur d'un sujet ordinairement cantonné aux imaginaires. Comme il est relevé dans le synopsis, pour beaucoup d'habitantes et d'habitants des Alpes le loup est devenu « trop proche » : afin de rendre compte de cette proximité, le Musée s'est transformé en maison dans laquelle les loups sont entrés.

Immédiatement, grâce à une scénographie plurielle, la·e visiteuse·eur est plongé·e dans un univers imprégné de présences lupines, discrètes ou explicites. Ainsi, elle·il est invité·e à découvrir les premières traces historiques des rapports loup-humain et des symboliques qui s'y détachent ou à comprendre les caractéristiques d'un animal si proche du chien dont les destins sont totalement opposés. La collaboration avec des artistes rattache le sujet à nos perceptions : un parallèle est dressé entre la prédation de l'animal et celle omniprésente dans la société patriarcale. Le rapport utilitaire dont font l'objet les animaux, répartis entre « domestiques » et « sauvages est également questionné.

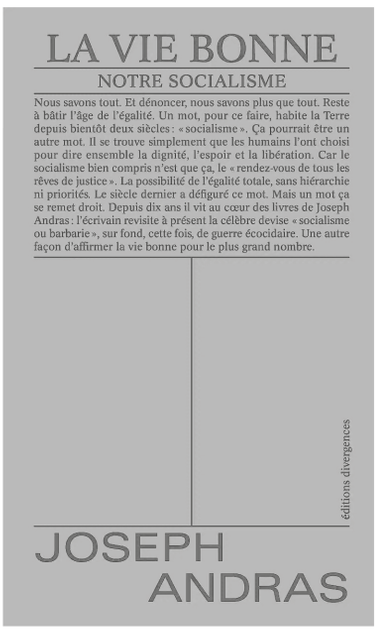
L'exposition Présences et la publication relative *Présences,* les loups sont revenus co-éditée par le Musée de Bagnes et les Éditions Infolio (2026) offrent la possibilité de prendre du recul sur ce « monde lupin connecté au monde humain ». Cette exposition et son ouvrage s'imposent donc à toute personne souhaitant démystifier un sujet hautement symbolique et réfléchir aux relations différenciées que les humains entretiennent avec les animaux.

Alexandre Bochatay

À visiter :
Présences, *Musée de Bagnes, Le Châble (VS). Jusqu'au 15 novembre 2026*



La vie bonne : Notre socialisme
Joseph Andras
Quimperlé, Divergences, 2026
280 pages

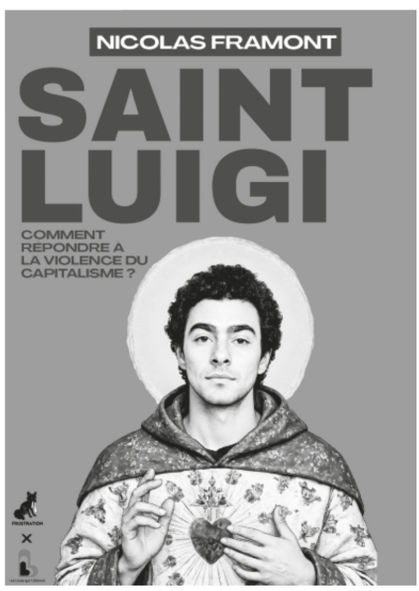


« Toujours les forts ont fait le monde à leur image. Nous avons plus d'une fois tenté de le défaire pour le refaire en mieux.(...) La voie est connue et elle l'est sur tous les continents : depuis près de deux cents ans, notre espèce dit le mot « socialisme » pour dire que la loi des forts est sans fondements. »

C'est sur ces mots que s'ouvre le dernier ouvrage de l'écrivain Joseph Andras, paru en mars dernier. Son livre n'est pas un ouvrage théorique. C'est un livre qui raconte dans un style magnifique le socialisme, un mot à nul autre pareil pour dire l'égalité, la dignité et la justice. Un mot chargé d'histoire aussi, qu'il nous invite à parcourir en en convoquant différentes figures, certaines bien connues, d'autres plus confidentielles. Mais dans ce livre, Andras raconte surtout son socialisme. Loin de la froideur analytique du socialisme scientifique, des calculs cyniques des campistes ou encore d'un objectif au nom duquel tous les moyens se justifieraient, il nous propose un socialisme hétérodoxe dans la lutte pour lequel ses principes d'égalité et de solidarité ne doivent jamais être perdus de vue. Si ce livre peut être vu comme une boussole politique quadrillant une séries de questions politiques et stratégiques fondamentales, c'est aussi et surtout à notre cœur qu'il parle. Il nous donne l'envie et l'espoir de poursuivre la lutte pour ce magnifique projet qu'est le socialisme. ***Thomas Bruchez***

Saint Luigi. Comment répondre à la violence du capitalisme ?
Nicolas Framont
Paris, Les Liens qui libèrent, 2025
244 pages

Le 4 décembre 2024, en pleine rue à Manhattan, quatre balles abattent Brian Thompson, PDG de la compagnie d'assurance santé *United Healthcare*, une entreprise qui a fait du refus de soins une source de profit, dans un pays où la santé est un luxe. En quelques heures, Luigi Mangione, le suspect dont la photo est largement diffusée, devient une icône populaire, célébré sous le regard horrifié du monde bien-pensant. Dans *Saint Luigi*, Nicolas Framont revient sur ce fait divers et y lit le basculement d'une population qui ne pleure plus ses dominants.



Le cœur de l'ouvrage tient dans la confrontation de deux violences : le crime spectaculaire de Mangione, et celle, quotidienne et anonyme, des refus de remboursement et des coupes budgétaires, une mort que Framont nomme de « mort par PowerPoint», froide, bureaucratique, et qui tue par tableurs Excel. Cette violence-là ne fait jamais la une ni de procès, et tue pourtant infiniment plus. Plutôt que de s'arrêter au constat, Framont assume une lecture en rapport de force, contre une gauche qui a fait du pacifisme une vertu et oublié que les conquêtes sociales sont nées de l'affrontement.

Saint Luigi n'excuse rien, mais refuse de s'arrêter à l'indignation morale : il force à regarder en face une violence quotidienne que personne ne traduit jamais devant un tribunal. Reste, sur les réseaux, un mot d'ordre qui s'est démocratisé : « *Make capitalists afraid again* ». ***Laura Mancion***

Sauf la frontière
Elisa Shua Dusapin
Chêne-Bourg, Éditions Zoé, 2025
240 pages

Sauf la frontière marque le retour d'Elisa Shua Dusapin au récit intime. Tout commence à Beyrouth, au terme d'un festival de littérature : l'autrice descend au Sud-Liban un matin qui restera dans l'histoire, celui du 7 octobre 2023, sans rien savoir encore de ce qui se joue de l'autre côté de la frontière. De retour en Europe, un pressentiment la ramène d'urgence au Proche-Orient. Elle s'installe à Amman, ville dont elle ignore tout, et entreprend d'en apprivoiser la langue et les usages : elle étudie l'arabe, s'initie à la plomberie auprès de Jordaniennes, tisse des liens avec des réfugié·e·s syrien·ne·s, recueille les confidences fugaces de Palestinien··ne·s et d'Israélien·ne·s.

Le livre refuse tout manichéisme. Dusapin n'explique pas la région, elle l'habite : le sens affleure dans les silences, les gestes, les présences, comme si elle écrivait avec les gens plutôt qu'à leur sujet.

C'est pourtant par l'écriture que ce texte s'impose. La prose, d'une finesse rare, avance par touches retenues, attentive au détail infime, jamais démonstrative. Chaque phrase semble pesée, et de cette sobriété naît une intensité à la fois grave et lumineuse. Dusapin transforme l'observation en émotion sans jamais hausser le ton, et fait de la retenue une forme d'attention au monde. Un texte d'une délicatesse saisissante, qui pose sur la violence un regard inédit et confirme l'une des plus belles écritures de sa génération. ***David Raccaud***



La Der

Interrogatoire en uniforme

En grandissant, quand il s'agissait de mettre toute la famille d'accord sur un programme de télévision à regarder le soir, ce sont souvent les séries et films policiers qui l'emportaient. Anglais, français, américains, nous sommes pratiquement devenu-es des sommelier-ères des flics. Et c'est ainsi que j'étais prête à juger la nouvelle série "Uniformes", co-produite par la RTS et prenant comme sujet la police genevoise.

Visiblement, chaque police a tôt ou tard droit à son coup de comm' mélioratif, et la nôtre se veut honnête en ne présentant pas la police comme un ensemble parfait d'individus parfaits, mais comme un ensemble respectable de personnes faillibles aux tragédies personnelles clichées. Certes, ces personnages sont représentés comme pouvant surréagir ou manquer de jugement. Les critiques de la police ont peut-être été trop vocales ces dernières années, avec de plus en plus de mobilisations contre les violences policières, qu'il aurait été difficile de dépeindre les flics en héros. Néanmoins, leurs discours sont bien moins violents que ceux de leurs homologues dans le monde réel, leur légitimité à rejoindre la police n'est pas questionnée, et l'efficacité protectrice de la police n'est pas remise en doute. L'empathie individuelle remplace avec un grand *pathos* la critique institutionnelle.

Un aspect intéressant de la série est le choix de son antagoniste – l'IGS, la police des polices. Sa directrice surveille, interroge, juge les policières·ers, et représente la plus grosse menace existentielle pour le groupe en menaçant sa dissolution. Pour se défendre face à cette froide autorité, les personnages mentent et se couvrent entre elles et eux – la nouvelle recrue qui avoue la vérité subit des fortes critiques de la part de ses collègues. À la fin de la série, aucune conséquence institutionnelle n'est prononcée contre les officières·ers dont les erreurs ont pourtant causé la mort de deux personnes dans le premier épisode. Au final, c'est grâce à leur solidarité, leur courage et leur amour que les policiers·ères triomphent de la justice. Si cela est le message d'une série de propagande pro-flic, qu'espérer pour les enquêtes internes censées interroger les violences policières que subit la vraie population de Genève ?

Mélanie Rufi



P.P.
CH-1002 Lausanne
POSTE CH SA